

SONIA ROLLEY

Retour du Tchad

CARNET D'UNE CORRESPONDANTE

SOLIN
ACTES SUD



“LES TCHADIENS SONT DES SICILIENS”

Lorsque je mets pour la première fois les pieds au Tchad en octobre 2006, le président Idriss Déby est au pouvoir depuis bientôt seize ans et compte bien y rester. Le 13 avril 2006, il a repoussé une attaque rebelle aux portes de N'Djamena, la capitale. La guerre à peine achevée, il s'est lancé dans la campagne pour sa réélection. L'opposition boycotte. Peu importe. Elle proteste depuis la modification de la Constitution amorcée en 2004, qui a permis à Idriss Déby de passer outre à la limitation du nombre de mandats et d'en briguer un troisième. Mais l'opposition tchadienne s'époumone pour rien. Puisque c'est avec l'aval de la France, principale alliée du Tchad, qu'Idriss Déby s'est offert un ticket d'entrée dans le cercle grandissant des présidents à vie. En visite à N'Djamena en mai 2004, Xavier Darcos, alors ministre délégué à la Coopération, avait fait l'éloge du “démocrate” Déby. “La France soutient la position du président Déby qui a été élu démocratiquement et par deux fois”, avait-il affirmé, avant d'ajouter : “Elle salue le fait que l'Assemblée nationale, à une majorité supérieure à celle qui d'habitude soutient le gouvernement, a approuvé la révision de la Constitution.” Les résultats, malgré la fraude patente et la non-participation de l'opposition, sont entérinés par Paris aussi facilement que la modification de la Constitution. Le 3 mai 2006, le “démocrate” Déby est élu au premier tour et avec 77 % des suffrages.

Je ne suis pourtant pas envoyée au Tchad pour célébrer le triomphe d'Idriss Déby. Cette victoire de façade cache un malaise profond au sein du régime. Certains observateurs estiment que d'une manière ou d'une autre, par une attaque rebelle ou un coup d'Etat, Idriss Déby est condamné.

Voilà à peu près tout ce que je sais lorsque j'arrive à N'Djamena pour la première fois le 24 octobre 2006. Je suis pourtant la

nouvelle correspondante des principaux médias français dans le pays, notamment de Radio France Internationale et de l'agence France-Presse. Ce titre imposant cache une tout autre réalité professionnelle. Je suis pigiste, payée à l'information donnée : vingt dollars la dépêche pour l'AFP. Cinquante-cinq euros le "papier" pour RFI.

Les tarifs d'Air France sont donc bien au-dessus de mes moyens. Avec cinq liaisons par semaine, devenues six liaisons depuis, la compagnie française est celle qui dessert le mieux le pays. Le Tchad appartient au "pré carré français" et c'est l'un des nombreux privilèges associés à ce statut. Je me contente de voyager avec la compagnie libyenne Afriqiyah. C'est moins cher, c'est vrai, mais j'arrive au beau milieu de la nuit. Ce n'est jamais une bonne entrée en matière. De nuit, N'Djamena n'a pas l'air très rassurante. Encore moins lorsqu'il y a une incursion, dans l'Est du pays, de rebelles hostiles au régime du président Déby. Des pick-up, véhicules emblématiques des guerres tchadiennes, filent à toute vitesse vers la sortie est de la ville. Je distingue à leur bord des hommes enturbannés avec des "chèches", la kalachnikov à la main. A chaque carrefour, de longs canons de chars d'assaut russes T55, datant de l'ère soviétique, sont prêts à tirer sur d'éventuels ennemis. Les rebelles tchadiens, basés au Soudan, viennent pourtant à peine de franchir la frontière, à près de mille kilomètres de là. Ça n'en est pas moins menaçant pour la capitale, comme l'a montré l'attaque rebelle d'avril 2006.

De jour, je pensais que l'effet s'estomperait. Pas vraiment. Chèches, tenues militaires, pick-up lourdement armés, la capitale tchadienne a depuis longtemps perdu son caractère civil. La présidence, succession de bâtiments protégés des regards par des murs imposants, en est bien sûr le centre névralgique. Je la regarde avec attention, puisque on m'a prédit que j'allais assister à la fin du régime. J'ai hâte de voir à quoi ressemble Idriss Déby et de me faire ma propre opinion. En attendant, je dois me contenter des jeunes gardes postés à l'entrée, aux visages poupins – la garde présidentielle. "Ils appartiennent pour la plupart au clan Zaghawa¹, c'est le clan du président Déby, m'explique Ahmat, un chauffeur de taxi. Ce sont eux qui contrôlent le pays." A peine a-t-il achevé son commentaire qu'un drôle de manège attire mon regard. Des hommes entrent puis sortent d'un bâtiment qui jouxte la présidence, la réserve

1. Les Zaghawas sont une ethnie ultraminoritaire originaire du Nord-Est du pays. Ils sont en revanche plus nombreux au Darfour voisin et constituent l'une des principales ethnies en rébellion contre Khartoum.

stratégique où sont stockées les armes et les munitions. Ils en réapparaissent avec des kalachs et des chargeurs. “Ce sont les distributions d’armes, se contente de dire Ahmat. C’est surtout pour les Zaghawas et leurs alliés.” De quoi riposter en cas d’infiltration des rebelles.

On ne peut pas dire que mes débuts en tant que correspondante de Radio France Internationale dans le pays soient brillants. “L’UFDD et l’armée se seraient accrochées à Am Timan, peux-tu voir ce que tu peux apprendre de ton côté ?” De quoi Laurent Chaffard, l’un des rédacteurs en chef de RFI, me parle-t-il ? Il oublie que je ne suis là que depuis quelques heures. “L’UFD ???” L’UFDD, l’Union des forces pour la démocratie et le développement du général Mahamat Nouri. C’est facile après coup. Mais, pour un profane, les groupes rebelles tchadiens et leurs sigles, c’est un véritable cauchemar. ANR, UFDD, RAFD, RFC, MOSANAT, FPRN, FSR¹... Des sigles à la gloire de la démocratie, du développement ou du changement, derrière lesquels se cachent toujours les mêmes types d’hommes, pour la plupart originaires du Nord du pays, d’anciens membres influents du régime, parfois même des membres de la famille du président. Avec le SCUD et le FUC, je trouve que mes nouveaux amis tchadiens se sont surpassés. Mais ces deux mouvements, très actifs en 2006, sont déjà de l’histoire ancienne. Quelques mois plus tôt, après l’attaque rebelle avortée sur N’Djamena, le Soudan, “parrain” des rebelles tchadiens, a choisi un nouveau poulain, Mahamat Nouri, pour prendre la tête de la rébellion et renverser Idriss Déby. Cet ancien ministre, ex-proche d’Idriss Déby et de son prédécesseur Hissène Habré, a créé l’UFDD et a pour la première fois en octobre, au moment même où j’arrive dans le pays, lancé une attaque dans l’Est. Les mouvements rebelles sont de plus en plus nombreux et de mieux en mieux armés. Le Soudan ne cache plus son hostilité envers son voisin. Khartoum accuse le Tchad de soutenir les rebelles soudanais du Darfour, notamment le Mouvement pour la justice et l’égalité, une rébellion majoritairement zaghawa, l’ethnie du président tchadien, et dont le leader, Khalil Ibrahim, est le cousin du demi-frère d’Idriss Déby. C’est une véritable guerre par rébellion interposée que se livrent les deux pays.

Je me perds dans les rues de N’Djamena, comme au milieu des sigles rebelles. Impossible de m’y retrouver, aucun panneau. Chacun de toute façon appelle les rues à sa manière. Quelques-unes sont goudronnées. Mais la plupart sont de petites pistes en terre

1. Différents sigles de groupes rebelles tchadiens de l’Est.

où se croisent anarchiquement piétons, deux-roues et voitures. Peu de constructions de plus d'un étage. Une dizaine de ronds-points servent de repères. Enfin, lorsqu'on les connaît. Et puis il y a le Chari, le fleuve, qui délimite la ville à l'ouest, frontière naturelle avec le Cameroun. Rien dans cette ville n'indique que le Tchad est un pays producteur de pétrole depuis 2003.

Deux jours après mon arrivée, j'ai rendez-vous avec Stéphanie Hancock de la BBC, la seule autre correspondante étrangère en poste dans le pays. Je suis impatiente de savoir comment elle travaille. Mais, pour ça, il faudrait déjà que je la trouve. Qu'est-ce qu'elle m'a dit déjà ? Le rond-point de la fontaine de l'Union, l'avenue Mobutu, à droite ou à gauche ? Un classique, je ne sais pas du tout où elle est et elle ignore où je loge. Je décide tout de même d'aller à sa rencontre à pied. Première mauvaise idée. Et, en plus, je pars dans la mauvaise direction. Peu importe, je croise je-ne-sais-pas-qui. "Salut Sonia", m'interpelle un jeune homme à moto. Je ne suis pas physionomiste pour un sou. Alors un peu de concentration... "Ça va, toi ? réponds-je piteusement. La famille ? Le travail ?" N'importe quoi qui puisse me donner une indication sur son identité. J'aurais parié qu'il s'agissait d'un journaliste de la radio nationale, j'en ai rencontré tellement les premières heures. "Tu sais, huissier, on n'a pas vraiment l'occasion de s'amuser...", me dit-il. Je suis déjà à l'arrière de sa moto. Et, s'il y a une chose dont je suis sûre, c'est que je n'ai jamais rencontré d'huissier tchadien. Issa est juste un fidèle auditeur de RFI. Les journaux de N'Djamena ont déjà publié une brève pour annoncer mon arrivée, avec quelques détails sur mon parcours professionnel : mon premier poste de correspondante au Rwanda, la couverture de combats en république démocratique du Congo¹... Et je suis juste une jeune Blanche capable de se balader à pied, dans les quartiers populaires, avec mon ordinateur et un sac en bandoulière. Pour être aussi imprudente, je dois être nouvelle au Tchad. De là à en conclure que je suis la nouvelle correspondante de RFI... Ce qui est sûr, c'est que je ne vais pas passer inaperçue. En quelques semaines, j'ai même l'impression que ma photo a été faxée aux quatre coins du pays. Je n'ai plus qu'à oublier l'idée d'enquêter discrètement et de donner des rendez-vous en "cache-cache". Je vais devoir travailler

1. Entre 2004 et 2006, avant d'être en poste au Tchad, j'ai travaillé comme journaliste au Rwanda pour RFI, mais également pour l'AFP et *Libération*. Basée à Kigali, je me rendais régulièrement dans l'Est de la république démocratique du Congo, qui se trouve à quelques heures de voiture à peine, pour couvrir le conflit armé entre rebelles et armée gouvernementale.

au grand jour... En tout cas, me voilà prévenue. Radio France Internationale est la radio la plus écoutée au Tchad, en FM ou en ondes courtes. Comme souvent en Afrique francophone, c’est une radio de référence, celle que la population croit.

J’hésite quand on me propose d’aller à Am Timan, dans l’Est du Tchad. La ville dans laquelle il y a eu un accrochage entre rebelles de l’UFDD et troupes gouvernementales. Je n’ai toujours pas mes autorisations de travailler et de circuler. Mais, s’il y a bien un moment où ce n’est pas nécessaire, c’est quand le voyage est organisé par la présidence. Il n’y a pas de honte. Il s’agit juste, comme disent les officiels tchadiens, de “constater les dégâts engendrés par l’incursion des mercenaires à la solde du Soudan, avant qu’ils ne soient repoussés par les vaillantes forces de défense et de sécurité”. En l’occurrence, à l’époque, c’est plutôt l’armée tchadienne qui y a laissé des plumes. Mais le gouvernement tchadien n’hésite pourtant pas à y emmener la presse.

En observant les visages des ministres qui s’accrochent tant bien que mal au strapontin du poussif avion de transport C130 de l’armée tchadienne, je repense à la conférence de presse du gouvernement tchadien au CAPE (Centre d’accueil de la presse étrangère) fin juillet 2006, à la maison de la Radio à Paris. Je venais tout juste de me faire expulser du Rwanda et j’avais dans l’idée de partir au Tchad. Ma rédactrice en chef, Anne-Marie Capomaccio, m’avait conseillé d’y faire un tour “pour voir”. Je n’ai tenu qu’une quarantaine de minutes. Les officiels rwandais sont très organisés, chacun reste à sa place et le discours est toujours maîtrisé. Bref, tu n’apprends rien, sauf la version officielle. Mais là je n’arrivais même plus à m’entendre penser. Les ministres tchadiens, affublés de costumes dernier cri et de bijoux clinquants, parlaient fort, à tort et à travers, en tout cas rarement sur leur domaine officiel de compétence. Dans le public, Dieudonné Djonabaye, l’ancien correspondant de RFI devenu directeur adjoint de la communication de la présidence¹, s’était lancé dans une diatribe antisoudanaise sans queue ni tête, coupant même la parole aux membres du gouvernement. Pour couronner le tout, l’un des conseillers du président Déby avait fini par tapoter sur la table, pour rappeler la délégation à l’ordre, à la manière d’un maître d’école. La “classe des cancre”. L’expression est d’un officiel tchadien. J’en suis sortie catastrophée. “Eh oui, tu étais chez les Allemands et maintenant tu vas chez les Siciliens”, avait plaisanté ma rédactrice en chef.

La classe des cancre, les Siciliens... Pourtant, officiellement, le Tchad est une démocratie parlementaire. Idriss Déby, lui-même

1. Il est devenu depuis directeur général de la communication.

ancien chef rebelle, a pris le pouvoir par un coup d'Etat le 1^{er} décembre 1990, renversant ainsi son mentor Hissène Habré¹ avec la bénédiction de Paris. Pour effacer ce "péché originel", le tout nouveau président tchadien transforme sa faction armée en organisation civile, le Mouvement patriotique du salut (MPS), et lève l'interdiction de créer des partis politiques. Après tout, Idriss Déby est un enfant de La Baule². Le régime tolère une presse privée et une opposition, souvent virulentes. Ce vernis "démocratique", régulièrement encensé par les diplomates français, cache mal une réalité plus brutale. Assassinats, disparitions, arrestations... Le gouvernement n'est qu'un ensemble de personnalités hétéroclites qui changent de portefeuille selon le bon vouloir du président Déby et en remerciements pour services rendus. L'Assemblée nationale, essentiellement composée de députés issus du parti présidentiel, n'est qu'une chambre d'enregistrement. Le véritable pouvoir est entre les mains du seul Idriss Déby qui le partage selon son humeur avec son clan et ses alliés.

Retour à la réalité. Le C130 tchadien amorce avec difficulté sa descente sur Am Timan. Stéphanie Hancock, ma collègue de la BBC, s'accroche à moi. Elle a peur en avion depuis qu'elle a couvert un crash quelques mois plutôt. On s'est fait péniblement une place à même le sol au milieu des "escortes". De jeunes militaires, armés de kalachs ou de lance-roquettes, qui ont eux-mêmes du mal à ne pas glisser sur les roulements à billes, censés faciliter un éventuel largage. Stéphanie a les yeux rivés sur leurs armes, pointées dans notre direction. Ils ne prennent même pas la peine d'enlever les chargeurs. Moi, je crains surtout de ne même pas comprendre ce que je vais voir là-bas. Cela fait trois jours que j'ai mis les pieds au Tchad.

La piste d'Am Timan est balayée par le vent. Le paysage semble plutôt désertique, malgré quelques épineux. Le parc national de Zakuma, ses animaux de savane et ses braconniers, n'est pourtant pas loin. L'appareil photo dans une main et l'enregistreur dans

1. Hissène Habré est un ancien chef rebelle, devenu président de la République de 1982 à 1990. Il vit actuellement à Dakar où il devrait être jugé pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et actes de torture commis au Tchad. Idriss Déby a tour à tour été son chef d'état-major et son conseiller pour la défense et la sécurité.

2. Le discours de La Baule, prononcé par François Mitterrand en juin 1990. Ce discours a semblé redéfinir les relations franco-africaines en établissant une coopération sur des fondements "démocratiques". Il a notamment marqué un tournant en affirmant que la démocratie était un principe universel et un horizon de développement. Quelques mois plus tard, en décembre 1990, Idriss Déby a pris le pouvoir.

l'autre, j'essaie de suivre le cortège. Ils savent où ils vont, pas moi. Les voitures sont pour les ministres. Nous, nous montons à l'arrière des pick-up avec les militaires. Ou plutôt on essaie. Ils démarrent en trombe. Nos collègues tchadiens, mieux aguerris, sont déjà à bord. Ils nous tendent la main. Je parviens à me hisser de justesse et me laisse lourdement tomber dans la benne. Pendant toute la visite, cela va devenir une sorte de jeu de chaises musicales. Comprendre quand les militaires vont donner le départ, se précipiter pour avoir les places les plus confortables (ou les moins inconfortables). Les perdants sont obligés de monter alors que le pick-up est déjà en route, à leurs risques et périls.

La ville d'Am Timan n'est pas loin. Protocole oblige, nous sommes invités à manger dans la maison du gouverneur. Mon regard est un temps attiré par le manège officiel, je prends quelques photos, au cas où. A travers l'objectif, je découvre des visages à peine adolescents, complètement imberbes, au regard apeuré. Adossés au mur, ils se cherchent une contenance. Mes premières photos d'enfants soldats tchadiens. Mes confrères de la presse privée sont déjà en train de “mitrailler” le plus jeune, je dirais douze ou treize ans. A l'arrière d'un pick-up, il pose entre deux éclats de rire, sa kalachnikov à la main. Ses aînés de quelques années à peine ont le visage plus renfrogné. Lorsqu'on le leur demande, ils affirment avoir entre dix-huit et vingt-deux ans. Ils savent déjà qu'il faut mentir. Il y en a même un qui prétend avoir la trentaine. La plaisanterie amuse beaucoup les journalistes tchadiens.

L'un d'eux, Evariste Ngaralbaye, aura le courage de mettre l'enfant à la une de son journal, *Notre temps*, avec pour légende : “Quel âge a ce soldat ?” La veille de sa publication, le ministre de la Défense de l'époque, Bichara Issa Djadallah, qui était avec nous lors de ce voyage, donne une conférence de presse au cours de laquelle il met en garde les journaux dont les écrits “salissent l'armée” sans fournir de preuves, et oppose un démenti à l'enrôlement d'enfants dans ses rangs. Evariste Ngaralbaye brave l'interdit et est arrêté. Il ne sortira que sous la pression des organisations professionnelles et de défense des droits de l'homme. On ne plaisante pas avec le sujet des enfants soldats au Tchad. Plus depuis que la Cour pénale internationale a inculqué le chef de milice congolais Thomas Lubanga uniquement pour enrôlement d'enfants soldats. Cela fait peur, y compris au régime tchadien. Après mon retour d'Am Timan, début novembre, Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la Défense, a par lettre menacé Idriss Déby de retirer les troupes françaises s'il était avéré qu'il y avait des enfants soldats

dans l'armée tchadienne. Cette correspondance est bien sûr restée sans suite. A Am Timan, ce jour-là, en tout cas, ils sont omniprésents.

Si j'aborde le sujet, je serai expulsée, m'avertissent les autorités tchadiennes. La presse privée peut dire ce qu'elle veut ou presque. Mais ce que je dirai sera lu ou entendu en France. Pour ne pas les prendre de front, je réaliserai un reportage sur l'arrestation d'Evariste Ngaralbaye, le journaliste emprisonné pour avoir dénoncé la présence massive d'enfants dans l'armée. Pas très courageux. Mais je viens d'arriver. Ce n'est pas la peine de prendre le régime de front.

Premier champ de bataille. Les "mercenaires à la solde du Soudan" se sont vaguement accrochés avec les troupes gouvernementales à l'extérieur de la ville. On ne peut pas dire qu'il y a eu beaucoup de résistance de la part de l'armée. Quelques véhicules calcinés, tous rebelles, précise-t-on dans la délégation. Mais mes confrères de la presse privée m'expliquent comment reconnaître les pick-up de l'armée. Il y a quelques cadavres aussi. Le convoi repart, direction l'hôpital.

Pourquoi nous ont-ils montré leurs blessés ? Le mode de communication du gouvernement tchadien restera toujours pour moi un mystère. Stéphanie Hancock tend son micro à l'un d'entre eux et lui demande comment il a été blessé. "Je me suis pris trois balles, j'ai perdu beaucoup de sang", murmure-t-il. La scène pourrait être tragique, le témoignage poignant, si le ministre de la Défense, Bichara Issa Djadallah, ne ponctuait pas chacune des phrases du militaire par "Mais non" ou "Ce n'est rien". "Nous avons été surpris, j'ai été l'un des premiers à être blessés", affirme sans détour le soldat. "Mais non, ce n'est pas grave", murmure le ministre. Imperturbable, le militaire poursuit : "Je me suis pris trois balles, j'ai perdu beaucoup de sang." "Ce n'est rien", dit un peu plus fort le ministre. "Les rebelles étaient très nombreux et ils ont fait prisonnière toute ma compagnie. Ils ont tous disparu", se lamente encore le blessé. Le ministre de la Défense est visiblement gêné, mais n'ose pas réagir. Au Rwanda, les autorités nous auraient renvoyés chez nous dès les premiers mots. En fait, pour commencer, les Rwandais ne nous auraient jamais emmenés ou ils auraient préparé les "témoins" à nous servir la soupe officielle. Stéphanie m'explique à la sortie que les rebelles sont certainement venus recruter en ville, que les militaires ne sont pas prisonniers, mais ont plus probablement rejoint la rébellion. Mon reportage reste très factuel. Je n'en sais pas assez pour sous-entendre quoi que ce soit.